

# Dragey-Ronthon est menacé par une fermeture de classe, les parents interpellent les candidats aux législatives

Des parents d'élèves de cette commune de la Baie du Mont-Saint-Michel interpellent les candidats aux élections législatives 2024 de la circonscription Avranches-Granville..



Vendredi 31 mai, le collectif de sauvegarde de la 4e classe du RPI de Dragey-Ronthon (Manche) a tourné une vidéo sur la plage de Saint-Jean-le-Thomas pour montrer ce qu'était une classe sans école.

Le collectif des parents d'élèves et des habitants de Dragey-Ronthon, Genêts et Saint-Jean-le-Thomas s'est mobilisé depuis cet hiver et l'annonce de fermeture de la quatrième classe du Regroupement pédagogique intercommunal, survenant après une première fermeture de classe survenue en septembre 2023.

## Une décision "absurde" pour le collectif

Cette décision prise en février par le directeur académique des services de l'Éducation Nationale devait faire l'objet d'un réexamen lors d'une décision prévue le vendredi 28 juin prochain à Saint-Lô.

*Notre collectif, par différentes actions, n'a cessé d'alerter sur les conséquences de cette fermeture de classe : sureffectif dans les classes, fermeture définitive du site pédagogique de Saint-Jean-le-Thomas, le risque de fuite des familles vers d'autres écoles, le risque d'arrêt de la cantine associative, la perte de dynamisme de nos localités rurales, le risque de départ de membres de l'équipe pédagogique et éducative. Xavier Quentin, porte-parole du collectif*

Cette décision apparaît absurde au collectif de parents et habitants, "les inscriptions prévues pour la prochaine rentrée scolaire (80 élèves minimum attendus) dépassent l'effectif de la rentrée 2023 qui était de 77 élèves. "

Le réexamen décalé du 28 juin au 10 juillet

Mais en raison des élections législatives anticipées de ces 30 juin et 7 juillet 2024, les services de l'Éducation nationale ont ensuite annoncé que cette réunion du 28 juin serait finalement reportée au mercredi 10 juillet, après le second tour des élections législatives.

" Dans ce contexte actuel, notre collectif souhaite s'adresser directement aux candidats des élections législatives qui se maintiennent au second tour pour leur demander de prendre position publiquement et par voie de presse sur ce dossier, annonce Xavier Quentin. Quelle priorité accordent-ils à l'école ? Sont-ils en faveur du recul du service public dans nos communes rurales ? Sont-ils prêts à défendre personnellement notre école ? "